
Communiqué de Presse

21/10/08

Martine MARTINEL, députée de la 4^{ème} Circonscription réagit aux récentes annonces gouvernementales concernant le système éducatif :

« Le système éducatif français est l'objet depuis plusieurs mois d'attaques et de réorganisations qui, à défaut de le réformer, l'affaiblissent considérablement.

- 11200 suppressions de postes en 2008, 13500 prévues au budget 2009, soit 40 000 postes appelés à disparaître en 3 ans !

- Suppression des postes d'enseignants dans les réseaux d'aide spécialisée des élèves en difficulté (RASED)

- Suppression annoncée des Instituts de Formation des Maîtres (IUFM). La dégradation de la formation au métier d'enseignant (« comment on enseigne ») qui en découlera est très alarmante pour l'Avenir de l'Ecole.

- La nouvelle organisation de la semaine scolaire, décidée sans concertation, se traduit de fait par la suppression de deux heures d'enseignement pour les élèves, et laisse à la charge des familles et des collectivités la prise en charge des enfants sur ce temps.

- Les propos inacceptables et outranciers du Ministre concernant les enseignants de maternelle traduisent à la fois un profond mépris et la remise en cause du rôle de l'école maternelle dans la socialisation et les apprentissages des jeunes enfants. Enviée par de nombreux pays, notre école maternelle serait-elle menacée de disparition ?

- L'Education Nationale refuse cette année encore d'inscrire des milliers de collégiens et lycéens dans les établissements publics d'enseignement professionnel. Près de 3000 jeunes collégiens étaient à la rentrée sans affectation dans les lycées professionnels de la région. Près de 2000 jeunes titulaires d'un BEP sont interdits de poursuite d'étude en Bac Professionnel au sein de l'enseignement public.

- Faute de moyens, les lycées publics généraux et technologiques de Haute-Garonne cette année enregistrent un déficit de plus de 800 places.

- Dernière annonce en date : la suppression de l'Histoire-Géographie et des Sciences Sociales du tronc commun des lycées et de sérieuses inquiétudes concernant les sciences expérimentales !

La coupe est pleine !

Au terme d'une année de réforme à « tout-va », sans discussion ni concertation, la politique de restriction budgétaire reconduite et accentuée par le Gouvernement Fillon remet en cause les conditions d'enseignement et d'accueil des élèves. Elle va inéluctablement aggraver les inégalités et porter atteinte à la démocratisation de la réussite scolaire pour tous les jeunes. Elle porte en elle les ferments d'une école à deux vitesses. »